

ENSEMBLE POUR LA RÉPUBLIQUE

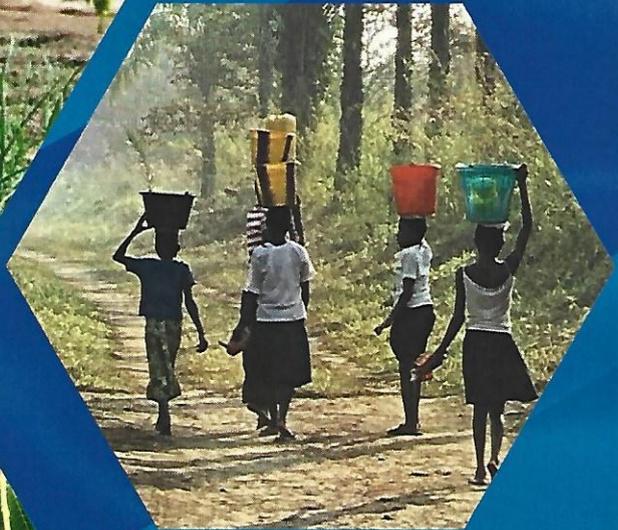


# ALTERNATIVE 2024

POUR UN CONGO UNI,  
DÉMOCRATIQUE, PROSPÈRE ET SOLIDAIRE

UN NOUVEAU CONGO EST POSSIBLE







# L'IMPÉRIEUSE NÉCESSITÉ D'UNE ALTERNATIVE!

Héritiers d'un pays aux potentialités incommensurables tant sur le plan des ressources naturelles qu'humaines, force est de constater que les Congolaises et les Congolais peinent à lui donner la place qu'il mérite dans le concert des nations : un pays riche, fort, influent et dont les populations jouissent amplement de l'abondance des ressources naturelles dont il dispose. Ce pays, c'est la République Démocratique du Congo (RDC).

En effet, au cours de ces dernières décennies, notre pays a été en proie à la violence, l'insécurité, l'incapacité d'assurer la sécurité alimentaire de ses citoyens, un déficit criard des infrastructures tant physiques qu'énergétiques, une économie exsangue et peu diversifiée, un chômage et un sous-emploi qui touchent une bonne partie de la population, un capital humain défaillant, une gouvernance questionnable, le tout contrastant énormément avec ses potentialités et ses opportunités qui font pâlir d'envie le reste du monde. Les cinq dernières années n'ont pas fait exception à cette situation, mais plutôt exacerbé ce contraste et plongé le pays dans une extrême fragilité, laissant des pans de populations congolaises à leur triste sort.

## **Moïse KATUMBI CHAPWE**

Candidat Président de la République

# QUE PROPOSONS-NOUS? NOTRE VISION « UN CONGO UNI, DÉMOCRATIQUE, PROSPERE ET SOLIDAIRE »



## ARTICULATION DE LA VISION

Pour pallier les défis susmentionnés, Ensemble pour la République propose une alternative pour un Congo uni, démocratique et prospère lors des prochaines échéances électorales. Afin de matérialiser cette ambition, nous proposons un agenda de la transformation de la RDC articulé autour d'une série de transformations majeures. Il s'agit des transformations institutionnelles, de la transformation structurelle de l'économie, des transformations sociales et enfin, des transformations durables.

Ces transformations iraient dans le sens, entre autres, de restaurer l'autorité de l'État et ramener la paix, la stabilité et la sécurité sur l'ensemble du territoire que nous ont légué nos aïeux ; de restaurer la crédibilité du Parlement et du Palais de la Nation en combattant de manière assidue et objective la corruption et le gaspillage des ressources disponibles; de transformer notre économie en créant des emplois, en soutenant les petites et moyennes entreprises avec un accent particulier sur celles détenues par les jeunes et les femmes à travers le pays; d'améliorer les services publics pour tous, y compris l'accès à l'éducation et aux soins de santé, sans oublier une redistribution de la richesse générée par nos efforts de transformation économique.

**Les transformations institutionnelles** : Elles vont poser les jalons pour l'avènement de toutes les autres transformations. Elles constituent des prérequis pour générer la richesse, la redistribuer et l'utiliser pour l'amélioration des conditions de vie des Congolaises et des Congolais. **La transformation structurelle de l'économie** : Elle vise à générer la richesse nécessaire pour assurer l'amélioration des conditions de vie des populations.

**Les transformations sociales :** Alors qu'elles bénéficieront des retombées de la transformation structurelle de l'économie, elles servent aussi à créer les conditions pour renforcer cette dernière.

Les transformations durables: Elles viennent couronner le cercle vertueux transformationnel en permettant aux générations actuelles de jouir des ressources dont dispose notre Pays sans compromettre la jouissance des mêmes ressources par les générations futures, à l'instar du serment de liberté et de prospérité encrypté dans notre hymne national au terme duquel nous affirmons sans ambages « ... que nous les léguerons à notre postérité pour toujours. » Elles permettront aussi de positionner de manière stratégique notre Pays sur l'échiquier mondial comme solution aux multiples défis de développement durable auxquels est confronté le monde.

### **Transformations institutionnelles : consolidation de l'État, de la démocratie, de la paix, et lutte contre la corruption**

À travers une série d'actions, nous ambitionnons de rebâtir progressivement un État congolais fort, fiable et stable et restaurer son autorité ainsi que sa crédibilité à l'intérieur comme à l'extérieur du Pays. Les quelques secteurs prioritaires ci-après mentionnés feront l'objet d'allocations budgétaires substantielles en ce sens.

Premièrement, nous allons bâtir une armée républicaine composée d'unités disciplinées, plus rationalisées, plus mobiles, plus professionnelles, mieux équipées et respectueuses des droits de l'homme afin de rétablir la paix et l'autorité de l'État sur l'ensemble du territoire national. A cet effet, nous allons allouer, dans les cinq prochaines années, \$11,3 milliards au secteur de la défense dont \$7,1 milliards en dépenses courantes et \$4,2 milliards en dépenses d'investissements. Les dépenses courantes représentent une moyenne annuelle de \$1,4 milliards et constituent une augmentation de 56% par rapport à l'actuel budget qui est de \$899,4 millions.

Nous allons assigner les dépenses courantes à la formation des dix brigades de force de réaction rapide, qui seront déployées dans les provinces du Nord-Kivu, Sud-Kivu et en Ituri, ainsi qu'à l'augmentation de la solde des militaires et des fonds de ménages.

En termes d'investissements, nous allons construire trois bases militaires dans les provinces susvisées pour abriter ces brigades qui seront chargées non seulement de protéger les populations mais aussi de redynamiser les économies locales à travers leur participation dans les agropoles.

Deuxièmement, nous allons mettre en place une police nationale républicaine, disciplinée, mieux entraînée et mieux équipée pour maintenir l'ordre et la tranquillité publics dans le respect des droits et libertés des personnes. A cet effet, nous allons consacrer, au cours de notre mandat, une somme de \$2,5 milliards au secteur de la sécurité dont \$1,75 milliards en dépenses courantes et \$750 millions en dépenses d'investissements.



Ces dépenses courantes représentent une moyenne annuelle de \$350 millions, soit un accroissement de 19% par rapport au montant assigné actuellement (\$295 millions en 2023) à ce secteur. Ce montant sera affecté à l'augmentation de la rémunération des policiers, des fonds de ménage ainsi que des effectifs de la police nationale congolaise qui passeront de 140 000 à 160 000.

En termes d'investissements, nous allons construire les postes de police dans toute la république pour un montant total de \$150 millions. Ces nouveaux postes de police, dotés mensuellement des frais de fonctionnement, amélioreront les conditions de travail des policiers et leur permettront de lutter efficacement contre la recrudescence de la criminalité.

Troisièmement, nous allons profondément réhabiliter le pouvoir judiciaire afin d'affirmer son indépendance et son impartialité et lui permettre, par conséquent, de jouer pleinement son rôle de gardien de la paix sociale et de rempart contre l'arbitraire. C'est pourquoi un budget de \$1,4 sera mis à la disposition des cours et tribunaux, pendant les cinq prochaines années, dont \$1,0 milliard en dépenses courantes et \$400 millions en capital pour non seulement augmenter substantiellement la rémunération des magistrats et les frais de fonctionnement des juridictions, mais aussi et surtout construire des palais de justice décents à travers la république.

### **Transformation structurelle de l'économie**

Il s'agit d'une série de transformations qui visent à assurer une croissance économique robuste, inclusive et résiliente en s'appuyant sur les activités à forte croissance, tenant compte des aspects de durabilité. Alors que l'ensemble des secteurs couverts par les questions économiques va connaître des augmentations dans le cadre du budget proposé dans notre Programme, les quelques secteurs prioritaires ci-après mentionnées seront affectés de manière substantielle.

## Agriculture et développement rural

Nous ambitionnons d'améliorer la production, la productivité et la compétitivité des produits agro-pastoraux afin d'assurer la sécurité alimentaire, augmenter les revenus des producteurs et de l'État et par le fait même améliorer la balance commerciale agricole en réduisant les importations et en augmentant les exportations. Pour ce faire, au cours de la période couverte par le Programme, nous allons consacrer \$7,1 milliards au secteur de l'agriculture et du développement rural dont \$4,95 milliards en dépenses courantes et \$2,1 milliards en investissements.



Ces dépenses courantes représentent une moyenne annuelle de \$990,5 millions, l'équivalent de dix-sept (17) fois le montant consacré actuellement (\$57,6 millions en 2022) à ce secteur. Ce montant sera consacré à l'amélioration des conditions de travail et de vie des fonctionnaires, le rajeunissement des effectifs ainsi que les autres dépenses courantes habituelles.

En termes d'investissements, nous allons développer et rendre opérationnels 52 agropoles (à raison de 2 par province) pour un montant total de \$858 millions. Ces pôles modernes de développement agroindustriel faciliteront la mise en réseau de l'ensemble des acteurs des chaînes de valeur agricoles avec un accent particulier sur les petits producteurs dans des filières spécifiques à chaque territoire. Bien plus, ces pôles offriront un réseau d'infrastructures et de services permettant le développement d'un écosystème favorable à l'initiative privée dans toutes les chaînes de valeur agro-industrielles.

Afin de rendre effectifs ces pôles et d'assurer leur approvisionnement en intrants, un fonds de \$1,3 milliards sera dédié au financement des petits producteurs individuels, petites et moyennes entreprises avec un accent particulier sur celles détenues par les jeunes et les femmes en conformité avec nos engagements sur le pilier 3 (transformations sociales).

Ce fonds sera géré par une banque d'investissement agro-industriel qui sera créée à cet effet. Enfin, il importe de noter que 143 institutions (1 par territoire) d'enseignement et de formation technique et professionnelle (EFTP) de qualité seront construits et opérés, en symbiose avec ces pôles, dans les filières spécifiques à chaque territoire en conformité avec notre ambition au pilier 3.

### Infrastructures et énergie



La mise en place effective des agropoles requiert la construction des infrastructures de transport et d'énergie. Ainsi, notre ambition est de relier toutes les agropoles avec un système de transport multimodal (réseaux routiers/ferroviaires/fluviaux/lacustres) moderne et y fournir l'électricité et l'eau potable. Dans le domaine des infrastructures de transport, notre ambition est de retracer des nouvelles routes ou voies ferrées afin de raccourcir les itinéraires. En ce qui concerne la construction et la réhabilitation des routes de dessertes agricoles, nous envisageons une technique semi-mécanique dans laquelle un corps de cantonniers jouera un rôle important afin de créer l'emploi aux jeunes dans le milieu rural. Nous mobiliserons \$14,2 milliards pour 5 ans dont \$13,9 milliards en dépenses en capital et \$283 millions de dépenses courantes. Pour les 5 prochaines années, nous réaliseront les actions ci-après :

- Bitumage de 5000 km de routes nationales (ce qui s'ajoutera aux 4781,5 km de routes en bon état sur un total de 19882,11 km de routes nationales);
- Construction et réhabilitation de 15 000 km des routes de dessertes agricoles sur un total de 34447,01 km ;
- Réhabilitation du chemin de fer Kindu-Lubumbashi-Sakania, Kalemie-Kabalo, Kamina-Mwene Ditu, Kinshasa-Matadi et Ubundu-Kisangani;
- Réhabilitation du chemin de fer Kolwezi-Bengela (Angola);
- Réhabilitation et construction des mini barrages (des panneaux solaires) pour fournir l'électricité aux agropoles;
- Réhabilitation et construction des réseaux électriques dans les grandes villes du pays;
- Réhabilitation et construction des stations de distribution d'eau dans les grandes villes du pays; et
- Construction des forages d'eau dans le milieu rural.

## Transformations sociales : valorisation du capital humain et promotion de la prospérité partagée

Nous envisageons d'assurer la fourniture et l'accès aux services sociaux de base à toutes les couches de la population congolaise avec pour principe de base de ne laisser personne pour compte pour une population en santé, heureuse, épanouie et productive.



Pour atteindre cet objectif, il faudra engager des transformations structurelles et sociales soutenues par une approche innovante en rapport au capital humain qui va au-delà des secteurs directs que sont l'éducation et la santé pour toucher les infrastructures (transport, énergie, eau), mais aussi l'agriculture, les politiques administratives et financières pour l'efficacité et l'efficience des services ainsi que la gouvernance de façon générale. Les quelques secteurs prioritaires ci-après mentionnées feront l'objet d'allocations budgétaires substantielles.

En effet, sur la durée du Programme, il est prévu près de \$18,4 milliards en dépenses courantes et \$2,9 milliards en capital. Ce niveau substantiel d'allocation des ressources visera en ce qui concerne le système éducatif :

- La refondation du système éducatif à travers des nouveaux curricula qui lient l'école au monde du travail, mais aussi les compétences à la vie dont l'éthique et l'éducation civique;
- La revalorisation de la fonction enseignante : rémunération; y compris la restauration de la dignité de la fonction enseignante; et
- La promotion des centres de formation technique et professionnelle (surtout pour les filles) dans toutes les provinces et territoires afin de former une masse critique de professionnels en appui à la transformation structurelle de l'économie, aux transformations institutionnelles et celles durables.

En vue de récolter les dividendes du potentiel que représente la jeunesse pour le Pays, une approche multisectorielle sera adoptée en commençant par la mise en place de la Délégation Générale à la Jeunesse auprès de la Primature, qui pourra positionner les priorités multisectorielles de la jeunesse dans les différents secteurs (éducation, santé, agriculture...) mais aussi la mise en place des centres d'incubation et innovation pour les jeunes et les femmes.

Pour rendre les services sociaux inclusifs, efficaces et efficients, nous mettrons un accent particulier sur le renforcement des capacités en matière de redevabilité et d'efficacité des services sociaux, incluant la bonne gouvernance desdits services.

Le pays a toujours souffert d'un déficit en matière de recherche pour le développement, secteur qui bénéficiera d'un investissement conséquent avec un accent particulier sur la formation aux sciences, technologies, ingénierie et mathématiques, notamment à travers la mise en place et la promotion des centres de recherche d'excellence.

En embrassant la promotion de la couverture de santé universelle par la promotion du paquet de santé primaire (personnel de qualité, digitalisation, chaîne d'approvisionnement...), on veillera à la promotion des partenariats public-privés gagnants, y compris dans la mise en place des mutuelles de santé et des systèmes d'alerte précoce et de prévention des crises humanitaires afin de s'assurer que personne n'est laissée pour compte.

### **Transformations durables**

La RDC est un pays ayant un capital naturel énorme faisant d'elle un partenaire fiable pour la transition écologique. Cependant, pour positionner la RDC parmi les pays solutions aux problèmes environnementaux, il faut envisager des solutions idoines pour répondre aux défis internes et se remettre en confiance avec les partenaires tant nationaux qu'internationaux. Ce faisant, notre programme d'actions va mettre l'accent sur le renforcement et la réforme de la gouvernance et politiques environnementales notamment : la planification spatiale du pays, la politique forestière et environnementale, adoption des pratiques agricoles durables, l'assainissement et la gestion des déchets, augmenter l'investissement dans les aires protégées et sites touristiques, et enfin mettre en place un mécanisme équitable de partage des revenus appuyer d'un cadre de dialogue permanent.

Dès le premier quinquennat, un budget approximatif de \$2.829 milliards sera alloué au secteur de transformations durables pour mettre en place des outils et politiques nécessaires permettant de promouvoir une économie verte en conciliant le développement économique et social avec la protection de l'environnement et la gestion durable des ressources naturelles. Ce budget sera utilisé comme fond catalytique pour débloquer les investissements privés et les fonds venant des partenaires au développement.

Les quelques actions prioritaires ci-après mentionnées feront l'objet d'allocations budgétaires substantielles échelonnées pendant une période de cinq ans. Les actions ci-après seront entreprises :

Zonage du territoire national – ceci permettra à la RDC de cartographier les différents usages des terres et constituera un outil important de planification spatio-temporelle qui guidera toute décision sur les affectations des terres pour différentes activités. Un mécanisme permanent de suivi par satellite sera mis sur pieds.

Plan national d'assainissement – au cours de cinq années, le gouvernement va élaborer et mettre en œuvre un plan national d'assainissement pour permettre aux villes de la RDC et les sites miniers d'être assainis aux standards qui répondent aux normes internationales. Par ailleurs, la mise œuvre sera appuyée par une application stricte de la loi en la matière.

Élaboration et mise en œuvre de la Politique forestière – cette politique est plus que nécessaire pour assainir le secteur d'exploitation forestière et le rendre un vrai moteur de développement du pays et ses terroirs par un mécanisme participatif et avec des observateurs indépendants.

Réhabilitation et aménagement de sites touristiques et de conservation – moteur de développement et d'augmentation de l'assiette fiscale, les aires protégées et les sites touristiques devront être réhabilités, sécurisés et dotés du personnel qualifié et des infrastructures adéquates.



## **ARTICULATION DE LA VISION**

Notre ambition est d'améliorer le suivi et l'évaluation de notre Programme afin d'assurer son application effective et efficiente, renforcer les capacités des gouvernants et surtout accroître leur redevabilité. A cet effet, nous allons consacrer durant notre mandat un budget de \$400 millions pour la mise en place des organes, le fonctionnement ainsi que le suivi et l'évaluation rigoureux et réguliers du Programme.

## **MODUS OPERANDI !**

Les défis et opportunités de la RDC ainsi que les solutions pour y pallier ont été, à travers le temps, largement relayés par les différentes parties prenantes qui s'intéressent de près ou de loin au développement de notre Pays: politiciens, société civile, partenaires techniques et financiers bilatéraux et multilatéraux, activistes du développement etc. Malgré ces tentatives, le Pays continue à traîner encore sur le chemin de son développement. Les régimes qui se sont succédé à la tête de notre Pays depuis son accession à la souveraineté nationale ont tenté de pallier ces défis à travers des propositions de solutions, qui malheureusement n'ont pas permis jusqu'à présent de changer la donne.

Nous ambitionnons de faire plus, de faire mieux, de faire plus vite et ensemble dans notre quête d'amélioration des conditions de vie des Congolaises et des Congolais à la hauteur des potentialités de ce Pays continent à travers le Programme que nous proposons. Nous vous invitons donc à nous rejoindre, sans distinction aucune, pour bâtir ce Congo nouveau car ensemble nous sommes forts et riches et seuls et divisés nous faisons le lit de tous les prédateurs qui lorgnent nos richesses naturelles, les exploitent et nous laissent pauvres.

Nous avons de notre côté des atouts de taille pour matérialiser cette vision. Il s'agit, entre autres, de la taille et de la position stratégique de notre pays au cœur du continent africain; la taille, la jeunesse et le génie créateur de notre population; l'abondance des ressources naturelles et humaines; sans oublier la diversité et la richesse de notre culture.

## **LES MOYENS DE NOTRE AMBITION**

Financement du programme : Le financement global du programme proposé par Ensemble pour la République est estimé à \$141,5 milliards pour cinq ans. Le Gouvernement mobilisera \$113,9 milliards à titre de revenus internes. Ce niveau de recettes sera soutenu par la transformation structurelle de l'économie congolaise. Les dons se situeront autour de \$8,5 milliards dans le cadre des différents programmes avec les bailleurs de fonds.

Budget : Le budget de l'État passera de \$20,0 milliards en 2024 à \$37,7 milliards en 2028, avec une moyenne annuelle de \$28,3 milliards.

Pression fiscale : Ce budget sera soutenu par une pression fiscale de 23,4 % en moyenne pendant la période d'exécution du Programme. En effet, la pression fiscale passera de 20,5 % en 2024 à 26,8 % en 2028

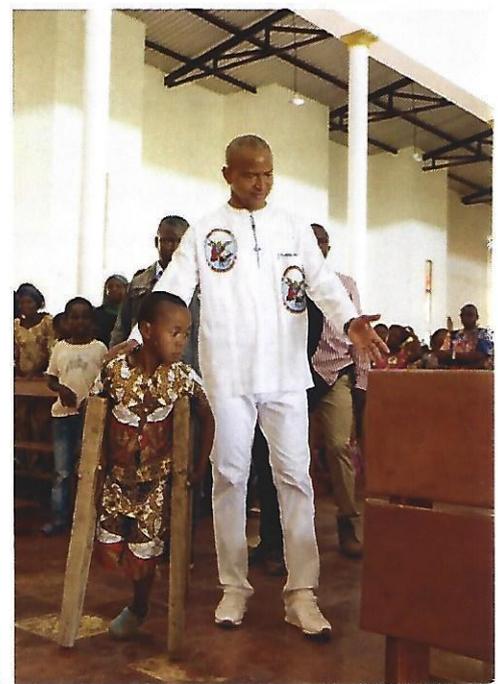
Produit Intérieur Brut : Le taux de croissance du Produit Intérieur Brut (PIB) réel passera progressivement de 8,0% en 2023 à 14,0% en 2028. En ce sens, l'économie congolaise passera de \$74,8 milliards courants en 2024 à \$121,3 milliards courants en 2028.

Mise en œuvre : Afin de mettre en œuvre l'ambitieux Programme d'Ensemble pour la République, un système de pilotage serré, fondé sur les résultats, sera défini. Ainsi, un cadre unifié de suivi-évaluation est défini, dans le cadre des instances de coordination et de pilotage de l'exécutif et sur la base de nouveaux outils de suivi-évaluation adaptés. Le dispositif de pilotage, d'animation et de coordination gouvernemental s'articulera autour de 3 types d'instances notamment : (i) de pilotage, (ii) de coordination et mise en œuvre, et (iii) suivi de la mise en œuvre. Des professionnels aguerris seront mis à la disposition de ce dispositif, puisés dans le grand vivier que constitue la population congolaise.

### **INVITATION !**

Pour pallier ce que d'aucuns qualifie de contraste entre un Pays aux potentiels incommensurables et la pauvreté de ses habitants telle que constatée de nos jours, Ensemble pour la République, sous le leadership de son Président, propose une rupture avec le passé pour transformer le pays et lui permettre d'améliorer sensiblement les conditions de vie de la population à l'aide d'une série de transformations sur le plan institutionnel, économique, social et durable à travers un Programme ambitieux que vous pouvez découvrir dans le document pertinent.

Nous invitons les Congolaises et les Congolais sans distinction, de nous rejoindre pour une alternative aux pratiques du passé qui irait dans le sens de relever le défi de faire de la République Démocratique du Congo une grande nation, unie, démocratique et prospère au cœur de l'Afrique et jouant un rôle de premier plan dans le concert des nations.







UN CONGO UNI, DÉMOCRATIQUE, PROSPÈRE ET SOLIDAIRE